

**FR**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 2/2021** | **28 janvier 2021** |

**Le CESE et la Commission européenne
unissent leurs forces pour une Europe plus saine
et plus juste à l’ère numérique**

**Le Comité économique et social européen (CESE) soutient le programme de travail de la Commission européenne pour 2021 et souligne que le moteur d’une Europe plus saine, plus juste et plus prospère doit être une approche coordonnée avec tous les acteurs interinstitutionnels, qui s’appuie sur le rôle de premier plan joué par la société civile organisée.**

L’Union européenne doit devenir plus saine, plus juste et plus prospère, tout en intensifiant sa transition à long terme vers une économie plus verte, adaptée à l’ère numérique. Tel est le message adressé le 27 janvier 2021 par **Christa Schweng**, présidente du CESE, à **Maroš Šefčovič**, vice-président de la Commission européenne chargé des relations interinstitutionnelles et de la prospective, à l’occasion de la première journée de la session plénière du CESE.

**Le programme de travail 2021 de la Commission: pour une Europe inclusive, numérique et verte**

Rappelant la [contribution du CESE au programme de travail de la Commission européenne pour 2021](https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/contribution-du-comite-economique-et-social-europeen-au-programme-de-travail-de-la-commission-europeenne-pour-2021), adoptée en juillet 2020, **Mme Schweng** a indiqué que les priorités du Comité s’alignaient sur celles de la Commission, et que celle-ci examinerait la plupart des propositions formulées par le Comité: «Nous voulons contribuer activement à la reprise et à la résilience future de l’Europe afin de la rendre prospère sur le plan économique, inclusive sur le plan social et durable sur le plan environnemental.»

**M. Šefčovič** a précisé que le programme de travail de la Commission pour 2021 était basé sur les conclusions du premier rapport annuel de prospective stratégique, publié en septembre 2020, et comprenait des initiatives individuelles qui témoignent toutes des ambitions politiques de la Commission von der Leyen, à savoir la relance de l’économie obtenue de façon inclusive sur le plan social, la double transition numérique et climatique et le renforcement de la résilience de l’Europe ainsi que de sa position de premier plan au niveau mondial. «Le programme de travail est conçu pour aider l’Union à surmonter la vulnérabilité engendrée par la crise et lui insuffler une nouvelle dynamique en accordant une attention toute particulière à la mise en œuvre de solutions à l’épreuve du temps dans tous les domaines d’action», a-t-il déclaré.

**Sortir de la crise et lutter contre la pandémie**

À cet égard, **Mme Schweng** a affirmé que la Commission pouvait compter sur le soutien sans faille du CESE pour la mise en œuvre de ses objectifs ambitieux; le Comité peut notamment évaluer les forces et les faiblesses de la durabilité au sein de l’Union sur les plans économique, environnemental, social et institutionnel: «Une telle analyse nous permettrait de dégager de nouvelles pistes en vue de la reprise à l’issue de la pandémie. Le défi qui nous attend sera de remédier efficacement aux difficultés économiques et sociales qui découlent de la crise de la COVID-19.»

Pour sa part, loin de nier les graves conséquences de la pandémie sur nos sociétés, **M. Šefčovič** a aussi souhaité mettre en lumière certains points positifs: «Notre Union a fait preuve d’une solidarité et d’une unité formidables. Nous ne nous contentons pas de rebondir, mais souhaitons également avancer; après tous les défis auxquels nous avons dû faire face en 2020, le moment est venu d’entamer notre relance post-COVID et de définir l’avenir que nous voulons pour notre Union».

Il a notamment insisté sur l’importance de parer aux conséquences sociales dévastatrices de la crise de la COVID-19 et a ajouté que le Sommet social européen proposé par la présidence portugaise de l’UE représenterait une excellente occasion de mettre en pratique le socle européen des droits sociaux de manière à ce que personne ne soit laissé de côté.

En ce qui concerne les mesures de lutte contre la pandémie actuellement en vigueur, **M. Šefčovič** a salué les efforts et les travaux de la Commission en faveur d’une union européenne de la santé, qui ont permis à l’UE d’adopter une approche coordonnée en matière de vaccination et de garantir la mise à disposition de l’éventail de vaccins le plus large au monde, totalisant 2,3 milliards de doses.

**Le rôle clé de la société civile organisée dans l’UE**

**Mme Schweng** et **M. Šefčovič** se sont accordés sur la nécessité, pour parvenir à sortir de la crise, de voir naître des efforts conjoints entre les acteurs institutionnels, les pouvoirs publics et la société civile organisée, un point qui a également été soulevé par les représentants des groupes du CESE.

Au cours du débat, **Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs du CESE, a salué l’approche prospective adoptée par la Commission, étant donné que seule une vision à long terme pourra offrir aux entreprises des conditions leur permettant de se développer et de créer davantage d’emplois.

**Oliver Röpke**, président du groupe des travailleurs du CESE, a souligné que la vision politique avait porté ses fruits et que le moment était venu d’agir en tenant compte des préoccupations des travailleurs, la pandémie ayant poussé à bout l’Union européenne et ses citoyens.

**Jarmila Dubravská** a indiqué, au nom du groupe «Diversité Europe» du CESE, que les agriculteurs européens étaient prêts et disposés à œuvrer à la relance de l’Europe, mais que les conditions devaient y être favorables et que le secteur agricole avait besoin d’être renforcé.

**La conférence sur l’avenir de l’Europe**

En guise de conclusion, **Mme Schweng** a déclaré que le Comité prendrait pleinement part à la prochaine conférence sur l’avenir de l’Europe, et qu’il s’agissait là d’une occasion unique d’encourager une discussion franche sur les défis qui nous attendent et l’avenir de l’Union européenne.

«Notre rôle unique de trait d’union entre les institutions européennes et la société civile organisée nous permet de toucher un grand nombre d’Européens issus de divers horizons, y compris de composantes de la société qui, sans cette relation privilégiée, n’auraient pas voix au chapitre. Ce rôle est d’autant plus crucial à l’heure actuelle, dans le contexte de la crise de la COVID-19», a conclu **Mme Schweng**.

**Pour obtenir des renseignements supplémentaires, n’hésitez pas à contacter:**

# Service de presse du CESE – Marco Pezzani+32 (0)25469793 · Mobile: +32 (0)470881903

marco.pezzani@eesc.europa.eu

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO. Le CESE vu de l’intérieur](https://www.eesc.europa.eu/fr/avdb/video/eesc-inside)

***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***

*Le Comité économique et social européen assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Il constitue un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

***\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***